

ment sur les problèmes de vérification) qu'au niveau plus général de la diplomatie interalliés (rôle de médiateur entre les États-Unis et l'Europe).

Les auteurs terminent par un survol général de l'apport du Canada aux différentes séries de négociations sur le désarmement, ainsi que par une évaluation de la gestion des politiques canadiennes dans ce domaine, tant au sein de l'appareil bureaucratique qu'au niveau des dirigeants.

Cet ouvrage permet de mesurer l'ampleur des difficultés qui ont marqué la recherche des différents accords sur la réduction des armements et, de façon plus implicite, le peu de moyens dont dispose le Canada pour véritablement faire progresser le cours des négociations. Même si l'on admet avec les auteurs que «l'influence canadienne en matière de désarmement et de contrôle des armements est allée bien au-delà de ce que l'on était en droit d'attendre d'un petit ou d'un grand pays comme le Canada», il n'en demeure pas moins que cette influence ne s'est exercée que dans un nombre limité de dossiers. Plus encore, l'histoire tend à démontrer que l'activité canadienne ne fut que rarement déterminante. Mais ce bilan reste fortement lié à celui que l'on peut tirer de l'ensemble des pourparlers qui se sont engagés de 1945 à 1988. Ainsi, en dépit de quelques succès au niveau du contrôle des armements (CTB, TNP, mesures de confiance), le processus de désarmement multilatéral s'est, somme toute, soldé par un échec. Dans cette perspective, la plus grande contribution canadienne fut sans doute d'avoir encouragé et soutenu la poursuite du dialogue.

La principale critique qui pourrait être adressée à cet ouvrage est liée à la forme même que les auteurs ont choisie de lui donner. Certains pourront en effet déplorer le caractère essentiellement descriptif de cette histoire de la participation canadienne aux négociations sur le désarmement puisque, à l'exception de quelques passages, les auteurs ne cherchent pas à interpréter les éléments qu'ils présentent, soit en testant des hypothèses ou encore en

tentant d'organiser ces faits à l'intérieur d'un cadre théorique. Un tel effort de théorisation aurait peut-être permis d'apprécier la logique d'ensemble de la politique menée par Ottawa (s'il y en eût une!). Au lecteur donc le soin de tirer ses conclusions et de dresser son propre bilan de la contribution canadienne.

Ces critiques ne doivent en rien masquer la valeur réelle de cet ouvrage, le premier, tant en français qu'en anglais, sur cet aspect de la politique étrangère canadienne. Cette recherche constitue en fait une première étape essentielle à un travail de réflexion approfondie. En dégageant ainsi des données claires et détaillées, les auteurs ouvrent la voie à une vaste entreprise d'interprétation. «Une diplomatie de l'espoir» restera un outil de travail indispensable et un guide sûr pour tous ceux et celles qui s'aventureront dans le labyrinthe de la participation canadienne au processus de désarmement et de contrôle des armements. — *Stéphane Roussel*

Stéphane Roussel est candidat à la maîtrise au département de science politique, à l'Université du Québec à Montréal.

(Ouvrage publié avec l'aide financière de l'Institut).

Amérique centrale, enjeux politiques

Alain Destexhe

Éditions Complexe, Bruxelles, 1989
276 pages, 15,95 \$

■ En 1979, la guerre civile éclate au Salvador tandis que le dictateur Anastasio Somoza fuit le Nicaragua sous le feu des révolutionnaires sandinistes. À Washington, l'Amérique centrale se retrouve inopinément «promue au rôle peu convoité d'enjeu vital pour la sécurité des États-Unis». Dix ans et 200 000 morts plus tard, Alain Destexhe situe, à cette date, l'An 1 de la crise centro-américaine et son ouvrage, pour une bonne part, cherche à en retracer les origines et le déroulement.

Faut-il parler d'une ou de plusieurs crises en Amérique centrale ? À travers un précieux rappel historique qui va de l'indépendance du début du XIX^e siècle jusqu'à 1980, l'auteur explique comment les crises nationales qui affectèrent à divers degrés les pays de l'isthme en sont venues à se combiner, sous

l'influence américaine, en une seule et même crise régionale.

Celle-ci s'ouvre au moment où les commandants sandinistes achèvent de confisquer la révolution à leur seul profit, c'est-à-dire peu avant l'entrée en fonction de Ronald Reagan en 1981. Une fois en selle, ce dernier arme la *Contra*, dont la mission est d'abord d'empêcher l'aide nicaraguayenne de parvenir au FMLN salvadorien. Au prix de millions de dollars, le Honduras devient «la pièce centrale du dispositif américain», en servant à la fois de repoussoir au FMLN et de sanctuaire à la *Contra*. La politique américaine «d'encercllement démocratique» du Nicaragua force le Guatemala, le Honduras et le Salvador à se doter de gouvernements démocratiquement élus. Et le Costa Rica, qui observe dans cette affaire une «neutralité active», se lance au nez et à la barbe des États-Unis dans la diplomatie régionale avec le plan Arias et les accords d'Esquipulas.

Force est donc de constater que si la région apparaît, pour la première fois depuis l'éclatement des Provinces unies d'Amérique centrale en 1838, comme faisceau particulier d'interactions politiques, c'est d'abord à travers l'influence américaine et contre elle. Souligner, comme l'auteur le fait fort à propos, que la crise a des origines nationales n'enlève rien à cette évidence.

Malheureusement, au moment d'aborder la crise proprement dite, Alain Destexhe refuse de se plier à l'approche régionaliste que l'objet même de son livre supposait, et dont ses propres observations renforcent la pertinence. L'exclusion de Panama du cadre de l'étude, sous prétexte que ce pays — pure création étasunienne — est historiquement à part, vient confirmer ce choix. Il s'ensuit que l'ouvrage se présente comme un enchevêtrement de monographies où le lecteur a peine à garder le fil et dont il ne retirera une véritable perspective régionale qu'au prix de ses propres efforts.

Il y trouvera malgré tout son compte s'il entretient encore à l'en-

droit de la région des conceptions romantiques. Car pour l'auteur, politologue et ancien chargé de mission à *Médecins sans frontières*, il n'est point de tâche plus urgente que celle de démolir les idées reçues.

Le chapitre qu'il consacre à «la récolte sandiniste» frappe particulièrement juste même après la défaite électorale des Sandinistes en février dernier. «Au Nicaragua, c'est l'élite qui est dramatiquement divisée, l'élite qui a embrassé avec fureur les idéologies modernes et se livre une lutte sans merci pour le pouvoir, au nom du peuple qui fournit la chair à canon.» Peu représentative des classes ouvrière et paysanne dont elle se réclame, la junte révolutionnaire a dénigré d'oubliée le modèle démocratique bourgeois au profit de Cuba, alors que tout était possible une fois la Garde somoziste démembrée.

Résolument partisan de la démocratie pluraliste et réformiste, l'auteur ne peut que constater en bout de ligne le triomphe (momentané ?) du pluralisme armé, triomphe attribuable, au premier chef, aux stratégies et aux idéologies des parties en lutte. Car si ce livre possède un seul mérite, c'est celui de rendre leur part de responsabilités aux pays de l'isthme. Les investissements américains y sont infimes, et quoiqu'à maints égards la politique militariste des États-Unis n'aide en rien à désamorcer la crise, leurs intérêts demeurent guidés par des impératifs de stabilité. Entre reconnaître le rôle incontournable des États-Unis et leur imputer la responsabilité première de la poudrière qu'est devenue l'Amérique centrale, il y a un pas que l'on a trop souvent vite fait de franchir.

— *Christophe Horguelin*

Christophe Horguelin est étudiant en science politique à l'Université de Montréal. □

Voir l'analyse sommaire d'ouvrages publiés en anglais dans la rubrique Reviews de Peace&Security.